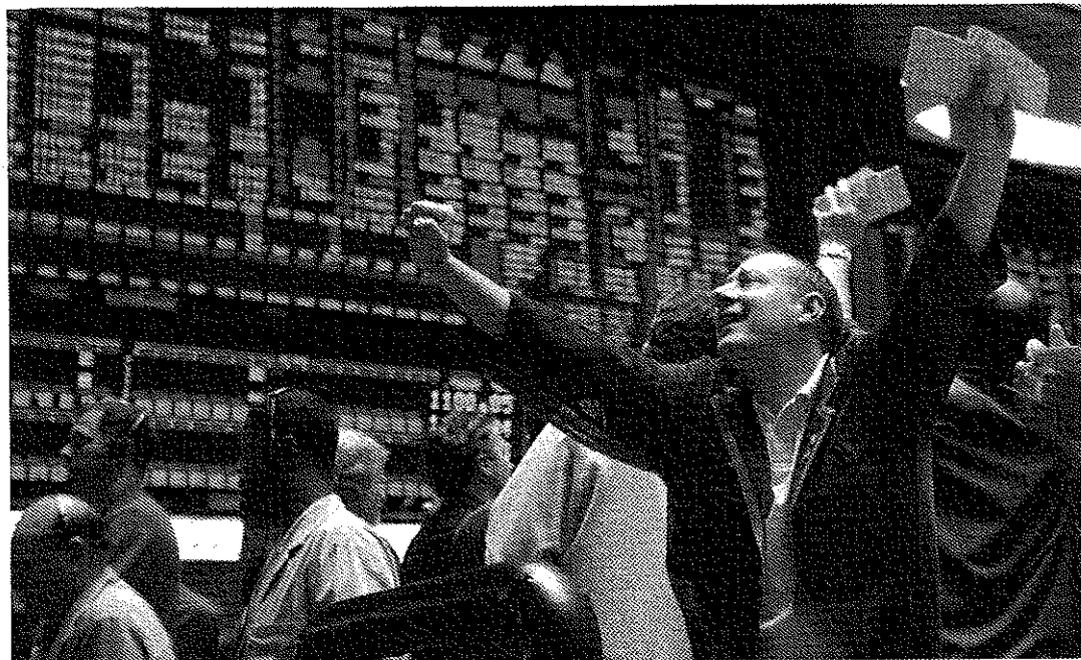


La finance sans bonus, ce serait comme un été sans soleil !

C'était le détail qui aurait pu nous laisser croire que les gouvernants s'attelaient vraiment à réguler la finance. Même pas ! Alors que les peuples sont soumis à l'austérité, banquiers et traders empocheront encore cette année de jolis bonus.

Moraliser. Dès l'éclatement au grand jour de la crise financière, en 2008, les dirigeants de ce monde n'ont eu que ce mot à la bouche. Condamnant les excès et la cupidité de la finance, ils se sont engagés, la main sur le cœur, à y mettre bon ordre. Le 23 septembre de cette année-là, lors d'une conférence de presse au siège de l'ONU à New York, Nicolas Sarkozy plaidait pour « un capitalisme régulé ». Très vite, parce que c'était concret, parce que ça frappait les esprits, les bonus des traders, puis des dirigeants de banques, sont devenus l'un des symboles de ces dérives qu'il convenait d'encadrer. C'est finalement au G20 de Pittsburgh, en septembre 2009, que les chefs d'État et de gouvernement ont proclamé les grands principes de leur régulation, laissant chacun en faire ce qu'il veut.

Les États-Unis ont décidé de s'en remettre aux autorités de régulation. Le Royaume-Uni, à l'initiative de Gordon Brown, alors premier ministre (travailliste), puis la France ont instauré, pour les bonus versés par les banques en 2010 au titre de 2009, une taxe exceptionnelle de 50 % sur la partie excédant 28 000 euros. L'Union européenne a finalement adopté, en juillet 2010, une nouvelle directive, en-



4% de plus aux États-Unis, 50% en France, les traders peuvent se réjouir : malgré la crise leurs bonus ne cessent d'augmenter.

trée en vigueur ce 1^{er} janvier. Elle prévoit, afin de « responsabiliser » les bénéficiaires, que seuls 60 % du bonus soient versés la première année, dont la moitié au moins sous forme d'actions; les 40 % restants n'étant versés qu'après trois

Les banques britanniques vont distribuer 8,4 milliards d'euros de bonus pendant que l'État supprime 20 milliards dans les aides sociales pour les plus pauvres.

ans, au minimum. Ajoutons deux doigts de transparence avec l'obligation de publier le détail des rémunérations individuelles des dirigeants siégeant au conseil d'administration, et non plus seulement des données agrégées. Et un tout petit bâton : pas de bonus pour les dirigeants des banques qui bénéficient d'un soutien public... « sans justifications préalables »; et un futur plafonnement de ces petites gâteries, relativement au salaire fixe, à instaurer sous la supervision de l'Autorité bancaire européenne, née officiellement le 1^{er} janvier.

Sur le terrain, ça donne quoi ? Aux États-Unis, les stars de Wall Street

jouent les vertueuses. Fin décembre, Goldman Sachs – symbole de tous les excès et de toutes les magouilles, actuellement impliquée dans une affaire de délit d'initié – annonçait que le versement de bonus à ses dirigeants serait désormais lié à leurs « performances de long terme » – performances pour les actionnaires, bien sûr ! Reste que, sur les 10 premiers mois de 2010, Goldman Sachs a provisionné plus de 10 milliards d'euros pour ses bonus (285 000 euros en moyenne par salarié). Globalement, avec 110 milliards d'euros de salaires et bonus prévus à Wall Street au titre de 2010 – soit 4 % de plus qu'en 2009 –, on ne peut pas dire que la finance se paupérise !

À la City de Londres, on a carrément prié le gouvernement conservateur de s'occuper de ses oignons. Le patron de Barclays, Bob Diamond, n'a pas du tout l'intention de lâcher sa petite prime de 9,6 millions d'euros. Pas plus que Stephen Hester, celui de la Royal Bank of Scotland – toujours détenue à 80 % par l'État après son sauvetage en 2008 –, n'entend renoncer à la sienne (3 millions d'euros). Au total, les banques britan-

niques devraient distribuer 8,4 milliards d'euros de bonus – à comparer aux 20 milliards de coupes pratiquées dans les aides sociales pour les plus pauvres. Pourquoi se gêner ? Avant d'y renoncer face au tollé provoqué, Allied Irish Banks – l'une des banques dont le renflouement a creusé le déficit de l'État irlandais – envisageait de verser 40 millions d'euros de bonus au titre de 2010. Quant aux traders des banques françaises, près de la moitié s'attendent à plus cette année, les vedettes espèrent même du + 50 %, sachant que l'enveloppe des bonus atteignait, en 2010, 1,75 milliard d'euros pour 7 750 personnes (soit en moyenne 225 800 euros). ★

Dominique Sicot
dsicot@humadimanche.fr

REPÈRES

BONUS MOYEN DES TRADERS AU TITRE DE 2010

Goldman Sachs : 458 000 euros
JP Morgan : 355 000 euros
Banques françaises : 225 800 euros